



PREFECTURE DE LA LOIRE

PREFECTURE DE L'ALLIER

Arrêté interpréfectoral n° 354-DDPP-17
relatif à la modification des intrants acceptés sur la station du Pertuiset à UNIEUX, ainsi qu'au plan d'épandage
s'étendant sur des communes de la Loire et de l'Allier.

PREFET de la LOIRE

PREFET de l'ALLIER

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 15 avril 2008 au 15 mai 2008 ;
Vu les actes en date des 27/04/2009 et 11/04/2016 antérieurement délivrés au Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ondaine (SIVO) pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune d'Unieux – le Pertuiset ;
Vu le récépissé du 21 décembre 2007 concernant le plan d'épandage du SIVO, ainsi que les modifications de ce plan portées à la connaissance de l'administration ;
Vu la demande présentée le 3 novembre 2016 ;
Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
Vu l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 24 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu les rapports et les propositions en date des 16 mars 2017 et 16 mai 2017 de l'inspection des installations classées ;
Vu l'avis en date du 3 avril 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Loire au cours duquel le demandeur a été entendu ;
Vu l'avis en date du 12 septembre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Allier ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition des Secrétaires généraux des préfectures de la Loire et de l'Allier ;

ARRÊTENT

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

Le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ondaine (SIVO) dont le siège social est situé 44 rue de la Tour de Varan BP 70188 42704 FIRMINY Cedex est autorisé sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date 27 avril 2009 et 11 avril 2016 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'UNIEUX, sur le site de la station d'épuration du PERTUISET, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Article 1.1.2.1. Ajout de prescriptions

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27/04/2009 sont complétées par les prescriptions suivantes.
Les prescriptions non contraires au présent arrêté restent applicables.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Intitulé	Régime projet
2910-B-2 a	Combustion : B) Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure à 0,1 MW, mais inférieure à 20 MW : a) en cas d'utilisation de biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, ou de biogaz autre que celui visé en 2910-C, ou de produit autre que biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement	E chaudière gaz naturel / biogaz
2781-2	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaine lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :	A 5605 kgMS/j y compris les boues de la STEP

	2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	
4310	Gaz inflammables catégories 1 et 2 : Tonnage du gazomètre de 400 m ³ : environ 390 kg	NC inchangé

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
UNIEUX	16 et 47 secteur AB	Le Pertuiset

Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation

Article 1.2.3.1. Distances d'implantation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine, et l'aire ou les équipements de stockage des matières entrantes et des digestats sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance minimale aux rivages et berges des cours d'eau, égale à 35 mètres dans le cas général, peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau.

La distance entre les digesteurs et les habitations occupées par des tiers ne peut pas être inférieure à 50 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1 Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. L'usage futur du site sera un retour à la nature.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1: Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement telles que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial,
- Les plans tenus à jour
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
ARTICLE 6.1.1	Niveaux sonores	Tous les 5 ans

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.5.6	-Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLES 9.3	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuel Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement telles que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

HAUTEUR D'ÉMISSION	DÉBIT D'ODEUR
--------------------	---------------

(en m)	(en m ³ /h)
0	1 000 × 10 ³
5	3 600 × 10 ³
10	21 000 × 10 ³
20	180 000 × 10 ³
30	720 000 × 10 ³
50	3 600 × 10 ⁶
80	18 000 × 10 ⁶
100	36 000 × 10 ⁶

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Emissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs fixées en annexe, en concentration, en flux et en volumes de gaz. Les valeurs étant rapportées :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs))
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans les tableaux en annexe

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4.1.1. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel ne sont pas autorisés.

Article 4.2.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Article 4.2.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.3.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.3.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : les eaux industrielles, les eaux de voiries susceptibles d'être polluées, les eaux exclusivement pluviales.

Article 4.4.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.4.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.4.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme

en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.5. Localisation des points de rejet

Les eaux vannes domestiques rejoindront la station d'épuration du Pertuiset en tête de station.

Les centrats résultant de la centrifugation, rejoindront la station d'épuration du Pertuiset en tête de station après dégrillage fin à 6mm.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 tête de station
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine du Pertuiset
code sandre	0442095S0002
Conditions de raccordement	Rejet interne

Article 4.4.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.4.6.1. Conception

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les traitements à mettre éventuellement en place avant rejet des eaux issues de la file boues vers la tête de station, seront communiqués à l'inspection.

Article 4.4.6.2. Aménagement

4.4.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.4.6.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :
- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.4.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.4.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires des eaux d'incendie et des eaux de voiries

Pour les eaux de voiries, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Concentration	Fréquence d'analyses
Température	< 30°C	annuelle
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	annuelle
MEST	100mg/l si flux < 15kg/j 35mg/l si flux >15kg/j	annuelle
DBO5	100mg/l si flux < 30kg/j 30mg/l si flux >30kg/j	annuelle
DCO	300mg/l si flux < 100kg/j 125mg/l si flux >100kg/j	annuelle
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	annuelle

Les eaux confinées sur le site lors d'un incendie ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après analyse et que si elles respectent les valeurs fixées dans le tableau précédent.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4.4.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

Les dispositions applicables aux déchets produits par le site relèvent du présent Titre

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

En fonction des filières existantes.

L'exploitant doit conformément à la partie déchets de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles".

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

Si cela est techniquement et économiquement faisable.

Les déchets doivent être répertoriés selon les deux catégories suivantes (les citer éventuellement) :

- les déchets non dangereux,
- les déchets dangereux définis à R. 541-8 :

Les PCB relèvent de R.543-17 et suivants.

Ceci est vrai pour tous les produits chargés ou déchargés en entreprise.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination».

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code déchets	Nature des déchets	filières
Déchets non dangereux	19 08 05	Boues déshydratées issues du digesteur	Épandage , valorisation thermique ou compostage

Article 5.1.8. Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

CHAPITRE 5.2 EPANDAGE

Article 5.2.1. Épandages interdits ou autorisés

Les épandages non autorisés sont interdits.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses digestats sur les parcelles listées en annexe au présent arrêté,

Article 5.2.1.1. Règles générales

L'épandage de digestats sur ou dans les sols agricoles respecte les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et par l'arrêté relatif au 5ème programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Article 5.2.1.2. Origine des déchets et/ou sous produits et/ou effluents à épandre

Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement des digestats issus de la station d'épuration du Pertuiset.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Article 5.2.1.3. Traitement de déchets et/ou sous produits et/ou effluents à épandre

Les boues seront déshydratées et chaulées avant épandage.

Article 5.2.1.4. Caractéristiques de l'épandage

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Les déchets et/ou effluents à épandre présenteront les caractéristiques suivantes :

Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000	6

Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents

Composés-traces organiques	Valeur Limite ou effluents dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux	0,8	0,8	1,2	1,2
PCB (*)	5	4	7,5	6
Fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(b)fluoranthène	2	1,5	3	2
Benzo(a)pyrène				

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Paramètres physico-chimiques	PH compris entre 11 et 12
------------------------------	---------------------------

Article 5.2.1.5. Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de l'établissement ne doit pas dépasser 170 kg /ha/an en azote et 250kg /ha/3ans de phosphore.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus.
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action)

La quantité d'azote disponible à l'hectare ne doit pas excéder les besoins annuels de la culture. La quantité de phosphore total ne doit pas excéder les besoins de deux cultures successives (trois si le matériel employé, la taille de la parcelle ou la siccité des boues ne permettent pas de limiter suffisamment la dose d'apport à l'hectare).

Article 5.2.1.6. Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets et/ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de déchets et/ou d'effluents, sur la parcelle d'épandage et sans travaux d'aménagement est autorisé.

Article 5.2.1.7. Epandage

Restrictions d'épandage

L'épandage est interdit en fonction des critères suivants :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;

- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-asperion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes ;
- Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - le pH du sol est supérieur à 5 ;
 - la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs fixées dans le tableau « Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents » précédemment mentionné.

Modalités

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets et/ou effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;

- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage de déchets et/ou de sous produits et/ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Article 5.2.2. Programme prévisionnel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est transmis à l'inspection des installations classées avant le début de la campagne.

Article 5.2.3. Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;

- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Définition de l'émergence :

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Emergence admissible

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES			PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau admissible	sonore	limite	70 dB(A)	60 dB(A)

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

Article 6.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 6.4 EMISSIONS LUMINEUSES

Article 6.4.1. Emissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 7- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1

GÉNÉRALITÉS

Article 7.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 7.1.2. Absence de locaux occupés dans les zones à risques

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

Article 7.1.3. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 7.1.4. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.1.5. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Article 7.1.6. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 7.1.7. Etude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 7.2.1. Chauffage(s)

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;

- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

A minima, la chaufferie sera équipée des éléments suivants:

- Les parois, sols et plancher haut de la chaufferie seront coupe-feu de degré 2h.
- La paroi de la chaufferie sur la face nord sera de type soufflable.
- Un détecteur de méthane sera placé en partie haute de la chaufferie.
- L'appareil de combustion comportera un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraînera la mise en sécurité de l'appareil.

CHAPITRE 7.3

INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.3.1. Définition générale des moyens

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

Article 7.3.2. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.3.3. Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les mesures spécifiques mise en place pour prévenir les risques d'explosion au niveau du gazomètre et du local de chaufferie seront testées tous les ans. Les rapports de ces tests seront consignés dans un registre dédié.

Article 7.3.4. Protections individuelles du personnel d'intervention

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Article 7.3.5. Ressources en eau et mousse

L'exploitant dispose a minima de

- une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par une prise d'eau référencé par le SDIS; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations de diamètre 100mm.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Article 7.3.6. Consignes générales d'intervention

Article 7.3.6.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site.

Article 7.3.6.2. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) seront confinées sur le site par tout moyen nécessaire. La vidange suivra les principes imposés par le 3.2 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant devra sous un mois vérifier la capacité du site à retenir un volume de 120m³ (eaux d'extinction sur une période de deux heures). Dans le cas où le site muni d'obturateurs au niveau des avaloirs d'eaux pluviales ne pourrait pas retenir ce volume, l'exploitant fournira sous trois mois une étude pour l'installation d'un bassin de confinement

CHAPITRE 7.4

DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.4.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 7.4.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Article 7.4.3. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 7.4.4. Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 7.4.5. Events et parois soufflables

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des events / parois soufflables dûment dimensionné(e)s

Ces events / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Article 7.5.1. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.6.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 7.6.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 7.6.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 7.6.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2781-2

Article 8.1.1. Déchets interdits dans l'installation

L'admission des déchets suivants est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Article 8.1.2. Déchets entrants autorisés et contrôlés

L'installation est autorisée à réceptionner les quantités de déchets suivantes :

- | | |
|---|---------------------------------|
| • Boues produites par la station d'épuration | 10 000m ³ /an |
| • Mélange issu du déconditionnement de biodéchets | 3 500m ³ /an (SPAN3) |
| • Boues grasses (19 08 09) | 1 200 m ³ /an |
| • Glycérine | 650m ³ /an |

Les volumes de déchets peuvent varier d'une année sur l'autre, sans toutefois dépasser les 5605kgMS/j

L'origine des déchets est la suivante :

- | | |
|---|--|
| • Boues produites par la station d'épuration | Step du Pertuiset |
| • Mélange issu du déconditionnement de biodéchets | Déconditionneur de Montbrison |
| • Boues grasses (19 08 09) | Loire et Haute-Loire,
Industriels de l'agroalimentaire. |
| • Glycérine | Limay (Yvelines) |

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

En cas de défaillance d'un des fournisseurs identifiés, les déchets ou produits non dangereux suivants pourront être réceptionnés :

Code déchet	Intitulé	
02 02 03	déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 02 04	déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 03 05	déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 04 03	déchets de la transformation du sucre	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 05 02	déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	boues provenant du traitement in situ

		des effluents
02 06 03	déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 07 05	déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	boues provenant du traitement in situ des effluents
19 08 09	déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 12 12	déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20 01 08	fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	déchets de cuisine et de cantine biodégradables
20 01 25	fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	huiles et matières grasses alimentaires
20 02 01	déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	déchets biodégradables
20 03 01	autres déchets municipaux	déchets municipaux en mélange
20 03 02	autres déchets municipaux	déchets de marchés

L'origine géographique privilégiée pour les déchets et produits est la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8.1.3. S y s t è m e d e d é t e c t i o n d e r a d i o a c t i v i t é

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

Article 8.1.4. M e s u r e s p r i s e s e n c a s d e d é t e c t i o n d e d é c h e t s r a d i o a c t i f s

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Article 8.1.5. Capacité de l'installation

La capacité journalière de l'installation est fixée à :

- Tonnage de matières traitées par jour : 5 605 kgMS/jour
- Volume de biogaz produit 3600Nm³/j
- Capacité d'entreposage des déchets non dangereux externes : 132,4 m³ dont
 - Capacité d'entreposage de mélange issu du déconditionnement de biodéchets : 58 m³
 - Capacité d'entreposage de boues grasses : 10+35 = 45 m³
 - Capacité d'entreposage de glycérine : 29,4 m³
- Capacité d'entreposage de boues digérées : 110m³
- Capacité de stockage de boues déshydratées ou chaulées : 2 bennes de 15 m³

Article 8.1.6. Stockage du digestat

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.

Article 8.1.7. Destruction du biogaz

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. « Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conforme à la norme NF EN ISO n° 16852.

La torchère sera implantée conformément au plan joint en annexe.

Dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement.

Article 8.1.8. Comptage du biogaz

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.9. Caractérisation préalable des matières

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- Source et origine de la matière
- Données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
- Dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n°1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1774-2002, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier.
- Son apparence (odeur, couleur, apparence physique).
- Les conditions de son transport ;
- Le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- Le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

Article 8.1.10. Matières de caractéristiques constantes dans le temps et boues d'épuration

A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée à l'article 14 est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 ou à celui du 2 février 1998 modifié, et l'information préalable précise également :

- La description du procédé conduisant à leur production ;
- Pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- Une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- Une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.

Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.11. Enregistrement lors de l'admission

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
2. La date de réception ;
3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.12. Réception des matières

L'installation est équipée d'un dispositif de contrôle des volumes entrants des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;
- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

Article 8.1.13. Hygiénisation

Les déchets nécessitant une hygiénisation avant digestion devront être traités comme suit :

- Tamisage à 12 mm,
- Maintien à une température de 70°C pendant une heure

Les déchets traités de la sorte seront identifiés auprès de la DDPP de la Loire. Le traitement devra avoir obtenu l'agrément sanitaire nécessaire.

Article 8.1.14. Limitation des nuisances

1. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

A cet effet, si le délai de traitement des matières, autres que des végétaux ensilés, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions. Les co-intrants apportés sur le site seront dépotés par pompage, via des raccords pompiers. Ils seront stockés dans les bâtiments existants, raccordés à l'unité de désodorisation de la station d'épuration.

2. Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.

3. La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.

Article 8.1.15. Non-mélange des digestats

Dans les installations où plusieurs lignes de méthanisation sont exploitées, les digestats destinés à un retour au sol produits par une ligne ne sont pas mélangés avec ceux produits par d'autres lignes si leur mélange constituerait un moyen de dilution des polluants. Les documents de traçabilité permettent alors une gestion différenciée des digestats par ligne de méthanisation.

Article 8.1.16. Boues d'épuration urbaines

En cas de méthanisation de boues issues du traitement des eaux usées domestiques, le mélange de boues de différentes origines et le mélange de boues avec d'autres déchets sont soumis à l'autorisation préalable du préfet, qui peut autoriser ce mélange dès lors que l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques ou techniques de ces matières.

Article 8.1.17. Formation

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Article 8.1.18. Risques de fuite de biogaz

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH₄ avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes font l'objet de consignes spécifiques.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.19. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Article 8.1.20. Surveillance du procédé de méthanisation

La ligne de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elle est notamment équipée de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

Article 8.1.21. Phase de démarrage des installations

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Article 8.1.22. Précautions lors du démarrage

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

Article 8.1.23. Indisponibilités

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

L'arrêté préfectoral précise le délai d'indisponibilité au-delà duquel les dispositions de l'alinéa précédent sont mises en œuvre.

Article 8.1.24. Repérage des canalisations

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (« norme NF X 08 100 ») ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur un plan.

Article 8.1.25. Canalisations, dispositifs d'ancrage

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Article 8.1.26. Raccords des tuyauteries biogaz

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

Article 8.1.27. Traitement du biogaz

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H_2S , ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

Article 8.1.28. Soupape de respiration, évent d'explosion

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit.

La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme de maintenance préventive et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2910 B2

Article 8.2.1. Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Appareil de combustion : tout dispositif dans lequel les combustibles suivants : gaz naturel, gaz de pétrole liquéfiés, fioul domestique, charbon, fiouls lourds, biogaz ou biomasse sont brûlés seul ou en mélange à l'exclusion des torchères et des panneaux radiants,
- Puissance d'un appareil : la puissance d'un appareil de combustion est définie comme la quantité d'énergie thermique contenue dans le combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée en une seconde en marche maximale continue. Elle est exprimée en mégawatt (MW),
- Puissance de l'installation : la puissance de l'installation est égale à la somme des puissances de tous les appareils de combustion qui composent cette installation. Elle est exprimée en mégawatt (MW). Lorsque plusieurs appareils composant une installation sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément, la puissance de l'installation est la valeur maximale parmi les sommes des puissances des appareils pouvant fonctionner simultanément. Cette règle s'applique également aux appareils de secours venant en remplacement d'un ou plusieurs appareils indisponibles dans la mesure où, lorsqu'ils sont en service, la puissance mise en œuvre ne dépasse pas la puissance totale déclarée de l'installation,
- Chaufferie : local comportant des appareils de combustion sous chaudière,

- Durée de fonctionnement : le rapport entre la quantité totale d'énergie apportée par le combustible exprimée en MWh et la puissance thermique totale déclarée.

Article 8.2.2. Implantation – Aménagement

Article 8.2.2.1. Règles d'implantation

"Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux mêmes) :

- a) 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,
- b) 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries".

Article 8.2.2.2. Alimentation en combustibles

"Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

- Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.
- Capteur de détection de gaz: une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

- Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte-tenu des contraintes d'exploitation.

Article 8.2.2.3. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 8.2.2.4. Détection de gaz – Détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.1.2.2 Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.2.3.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Article 8.2.3. Exploitation – Entretien

Article 8.2.3.1. Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- Pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,
- Pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Article 8.2.3.2. Combustibles utilisés

Les combustibles à employer doivent correspondre à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

La chaudière sera alimentée au gaz naturel et au biogaz épuré.

Article 8.2.3.3. Hauteur des cheminées

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz.

La hauteur de cheminée est fixée à 10,92m.

Article 8.2.3.4. Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s.

Article 8.2.3.5. Entretien des installations

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Article 8.2.3.6. Equipement des chaufferies

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

Article 8.2.3.7. Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

CHAPITRE 8.3 TORCHERE

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi tel que prévu au chapitre 10.3.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec."

CHAPITRE 8.4 DIGESTEUR

- Le digesteur est muni à minima des équipements suivants:

- Détection de gaz

- Détecteur de gaz CH₄ local Digesteur
- Détecteur de gaz H₂S local Digesteur
- Détecteur de gaz CH₄ Pot de purge
- Détecteur de gaz H₂S Pot de purge
- Détection de gaz Membrane Gazomètre

- Réseau biogaz

- Soupape de sécurité mécanique sur le digesteur
- Soupape de sécurité hydraulique sur le circuit de biogaz
- Coupe flamme sur le ciel gazeux du digesteur
- Coupe flamme sur le circuit biogaz amont Torchère

Les équipements en place (agitateur à vitesse lente ainsi que le réseau de désodorisation) sont de type ATEX1.

CHAPITRE 8.5 GAZOMETRE

Le gazomètre à double membrane présentera à minima les équipements de sécurité suivants:

- Un appareil de mesure à ultrasons de la hauteur de remplissage qui permet à tout moment de connaître la quantité de biogaz présent dans le gazomètre. En cas de détection d'un niveau haut de gaz et lorsque la chaudière ne permet pas de valoriser l'ensemble du biogaz, celui en excès, sera dirigé vers la torchère pour être éliminé,
- Un ventilateur (plus un en secours) qui permet de mettre sous pression l'enveloppe du gazomètre,
- Des détecteurs de CH₄ réglés suivants deux seuils de détection : le premier cas, le biogaz qui s'échappe est dilué dans l'enveloppe extérieure par le ventilateur et est évacué à l'atmosphère dans une proportion air/gaz qui ne présente aucun risque d'explosion. Le deuxième cas si les proportions sont plus problématiques, le biogaz est envoyé pour destruction à la torchère,
- Une soupape de garde hydraulique qui représente une sécurité ultime. Elle entrera en jeu en cas de biogaz en excès et au cas où la torchère serait hors service.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 9.1.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

La surveillance des rejets atmosphériques sera réalisée suivant la périodicité fixée en annexe.

Article 9.2.1.1. Mesure « comparative »

Les mesures comparatives sont réalisées selon la fréquence minimale indiquée en annexe:

Article 9.2.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les fréquences d'autosurveillance des rejets aqueux sont fixées à l'article 4.3.9

CHAPITRE 9.3

SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 9.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

La transmission des résultats d'autosurveillance sera assurée via l'application GIDAF

Article 9.3.2. Bilan de l'auto surveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux.

Article 9.3.3. Surveillance des conditions d'épandage

Le bilan annuel et les différents résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et archivés pendant 10 ans.

Article 9.3.4. Information du public

I- Installation de traitement de déchets soumise à autorisation :

Conformément à l'article R125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

Article 9.3.5. Bilan annuel des épandages

L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé aux préfets et agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une déclaration informatique sur le portail dédié SILLAGE sera réalisée annuellement.

TITRE 10 ANNEXE AIR

CHAPITRE 10.1 CHAUDIÈRE

CHAPITRE 10.2

Article 10.2.1. Mesure périodique de la pollution rejetée

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure des paramètres fixés ci-dessous selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 10.2.2. Valeurs limites de rejet pour la chaudière fonctionnant au gaz naturel

	VALEUR LIMITE D'EMISSION en mg/Nm ³	conditions	Fréquence d'autosurveillance
débit			En permanence
HAP	0,1		1 fois par semestre
SO ₂	35		1 fois par trimestre
NO _x	100	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%	1 fois par trimestre
Poussières	5	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%	1 fois par semestre+ évaluation en continu par opacimétrie par exemple
COV _{nm}	50	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%	1 fois par semestre
CO	100	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%	1 fois par semestre

Valeurs limites d'émission pour les métaux :

COMPOSES	VALEUR LIMITE D'EMISSION (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm ³

Le débit de rejet est fixé à 3000Nm³/h humide.

Article 10.1.3. Valeurs limites de rejet pour la chaudière fonctionnant au fioul jusqu'à la mise en place de la chaudière fonctionnant au gaz naturel

	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION en mg/Nm ³	Conditions
HCl	10	
HF	1	
SO ₂	50	
NO _x	225	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%
Poussières	50	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%
COV _{nm}	50	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%
CO	250	Teneur en O ₂ sur gaz sec 3%

CHAPITRE 10.2 CARACTÉRISATION DU BIOMETHANE

Le biométhane sera caractérisé en continu sur les paramètres suivants: CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O

CHAPITRE 10.3 TORCHERE

Les émissions de CH₄, NO_x, SO₂, CO, HCl, HF issues du dispositif de combustion feront l'objet d'une campagne d'analyse par un organisme extérieur compétent dans le cadre d'un contrôle triennal.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec."

TITRE 11 - EXÉCUTION

Article 11.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Unieux pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

La maire d'Unieux fera connaître par procès verbal l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SIVO.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SIVO dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 11.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, la Directrice départementale la protection des populations, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le Maire d'Unieux sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Maire d'Unieux et à la société SIVO.

Fait à Saint-Etienne, le 24/10/2017

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Dominique SCHUFFENECKER

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- SIVO / Assainissement

44 Rue de la Tour de Varan

BP 70188

42700 Firminy

-

- Monsieur le préfet de l'Allier

- Monsieur le maire d'Unieux

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement –

UT interdépartementale Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 8, rue de Bretagne, Entrée 1B, F-38290 SAINT QUENTIN FALLAVIER
Tel : 04 74 99 05 33 Fax : 04 74 99 04 97

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Raison Sociale : BLACHON CHRISTIAN Périmètre : PERIMETRE D'EPANDAGE DES BOUES

Cofa Culvre : 4300089

Commune du siège de l'exploitation : SAINT-ETIENNE

Parcelle	Surface		Références cadastrales		
	Intale (ha)	Dept.	Commune	Section	Numéro
001 BLA 1	6,58	42	SAINT-ETIENNE	IY	2
		42	SAINT-ETIENNE	KM	25
		42	SAINT-ETIENNE	IY	3
003 BLA 3	4,98	42	SAINT-ETIENNE	KL	6
005 BLA 5	3,87	42	SAINT-ETIENNE	KL	23
006 BLA 7-1	1,48	42	SAINT-ETIENNE	KM	30
		42	SAINT-ETIENNE	KM	32
007 BLA 7	1,70	42	SAINT-ETIENNE	KM	30
		42	SAINT-ETIENNE	KM	29
008 BLA 8	3,43	42	SAINT-ETIENNE	AD	144
		42	SAINT-ETIENNE	AD	68
		42	SAINT-ETIENNE	AD	106
		42	SAINT-ETIENNE	AD	151
009 BLA 9	11,20	42	SAINT-ETIENNE	IS	12
		42	SAINT-ETIENNE	IT	14
		42	SAINT-ETIENNE	IS	11
		42	SAINT-ETIENNE	IS	10
		42	SAINT-ETIENNE	IS	8
		42	SAINT-ETIENNE	IS	7
		42	SAINT-ETIENNE	IS'	3
010 BLA 10	1,84	42	SAINT-ETIENNE	IY	10
TOTAL DE L'EXPLOITATION	34,38				

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Région Sociale : RHÔNE HUBERT Périmètre / PERIMETRE D'ÉPANDAGE DES BOIES

Code Sédex : 438416

Commune du siège de l'exploitation : SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS

Parcelle	Surface m² (ha)	Cote	Références cadastrales		
			Commune	Section	Numéro
001 BR 01	3,47	41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1362
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1442
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1533
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1534
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1646
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1649
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1647
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1631
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1643
002 BR 02	4,87	41	CALORE	A	39
		41	CALORE	A	21
		41	CALORE	A	1282
		41	CALORE	A	1283
		41	CALORE	A	23
		41	CALORE	A	1281
004 BR 04	0,35	41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1644
005 BR 05	1,82	41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1639
		41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1641
006 BR 06	0,69	41	CALORE	A	1383
007 BR 07	1,04	41	CALORE	A	703
		41	CALORE	A	36
008 BR 08	6,75	41	CALORE	A	13
		41	CALORE	A	15
		41	CALORE	A	18
		41	CALORE	A	27
		41	CALORE	A	1382
		41	CALORE	A	7
		41	CALORE	A	1
		41	CALORE	A	13
		41	CALORE	A	17
		41	CALORE	A	14
		41	CALORE	A	8
		41	CALORE	A	26
		41	CALORE	A	1281
		41	CALORE	A	11
		41	CALORE	A	19
		41	CALORE	A	29
		41	CALORE	A	38
009 BR 09	0,41	41	SAINT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1638
010 BR 10	1,99	41	CALORE	A	37
		41	CALORE	A	36
		41	CALORE	A	42
		41	CALORE	A	28
		41	CALORE	A	40
		41	CALORE	A	26
011 BR 11	1,22	41	CALORE	A	68
		41	CALORE	A	28
		41	CALORE	A	28
		41	CALORE	A	63
		41	CALORE	A	85
		41	CALORE	A	77
		41	CALORE	A	84
012 BR 12	1,4	41	CHARLES	A	418
		41	CHARLES	A	337
		41	CHARLES	A	808
		41	CHARLES	A	830
		41	CHARLES	A	812
013 BR 13	1,9	41	CALORE	A	81
		41	CALORE	A	82
		41	CALORE	A	84
014 BR 14	9,48	41	CHARLES	A	804
		41	CHARLES	A	765
		41	CHARLES	A	786
015 BR 15	0,81	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1638
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1629
016 BR 16	2,88	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1683
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1681
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1677
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1678
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1676
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1680
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1671
017 BR 17	6,88	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1684
018 BR 18	0,5	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1677
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1676
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1675
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1678
019 BR 19	1,31	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1688
		41	CALORE	A	771
		41	CALORE	A	778
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1687
		41	CALORE	A	775
021 BR 21	2,3	41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1686
		41	SANT-MAURICE-EN-COURCOIS	A	1688

		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1646
625 BR 23	2.1	42	CALORE	A	1772
		42	CALORE	A	1770
		42	CALORE	A	1888
		43	CALORE	A	289
		43	CALORE	A	3299
625 BR 24	0.6	43	CALORE	A	213
625 BR 25	0.37	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1747
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1728
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1741
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1743
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1811
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1744
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1753
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1757
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1744
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1734
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1741
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1734
		42	CALORE	A	1773
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1746
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1725
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1736
		42	CALORE	A	1774
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1756
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1741
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1731
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1753
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1736
626 BR 26	0.41	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1767
627 BR 27	1.28	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1780
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1779
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1781
628 BR 28	1.78	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1837
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1838
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1806
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1738
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1854
629 BR 29	1.82	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1881
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1883
		41	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1883
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1889
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1828
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1884
630 BR 30	0.53	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1878
631 BR 31	0.55	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1888
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1872
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1887
632 BR 32	0.43	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1833
633 BR 33	0.13	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1885
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1834
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1877
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1883
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1833
634 BR 34	1.18	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1823
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1823
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1834
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1830
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1821
637 BR 37	0.53	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1822
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1831
638 BR 38	0.74	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1878
639 BR 39	2.43	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2844
		41	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2838
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2843
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2840
		41	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2816
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2818
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	2842
640 BR 40	2.88	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	37
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	38
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	38
641 BR 41	1.27	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	747
		43	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	748
642 BR 42	1.88	42	CALORE	A	780
		42	CALORE	A	788
		42	CALORE	A	788
		42	CALORE	A	787
643 BR 43	0.39	42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	9883
		42	SANT MAURICE-EN-COURDOIS	A	1088
A					
B					
C					
D					
E					
F					
G					
H					
I					
J					
K					
L					
M					
N					
O					
P					
Q					
R					
S					
T					
U					
V					
W					
X					
Y					
Z					

SEDE ENTRAQUEMENT, Agence Piéris-Alpes Auvergne, 8 rue de Strasbourg, Etrée 18, F-38100 SAINT-QUENTIN FALLAUX
Tél 04 74 89 83 33 Fax 04 74 86 84 87

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Station Antenne : GAZC CHAUVY Piéris-Alpes | PERIMETRE D'EXPANSION DES BOULES

Date de mise à jour : 01/01/2011

Commune du siège de l'exploitation : MARCEAUX-CHAMPAIGNET

Propriété	Surface cadastrale (ha)	Superficie	Catégorie	Dénomination cadastrale	Section	Nombre
001 CHA 01	0,00	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	82
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	81
		43		BOULET-SANT-PHILIPPE 3	B	80
002 CHA 02	1,3	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	100
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	83
003 CHA 03	1,0	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	123
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	100
		43		BOULET-SANT-PHILIPPE 3	B	124
		44		BOULET-SANT-PHILIPPE 4	B	101
		45		BOULET-SANT-PHILIPPE 5	B	122
004 CHA 04	0,43	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	100
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	101
005 CHA 05	0,81	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	83
006 CHA 06	2,01	41		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	600
		42		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	100
		43		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	417
		44		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	101
		45		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		46		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		47		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	482
		48		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
007 CHA 07	0,34	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	101
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	470
008 CHA 08	0,60	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	100
		42		BOULET-SANT-PHILIPPE 2	B	127
009 CHA 09	3,57	41		BOULET-SANT-PHILIPPE 1	B	100
		42		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		43		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	480
		44		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		45		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		46		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		47		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		48		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		49		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		50		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		51		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		52		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		53		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		54		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		55		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		56		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		57		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		58		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		59		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		60		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		61		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		62		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		63		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		64		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		65		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		66		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		67		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		68		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		69		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		70		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		71		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		72		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		73		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		74		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		75		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		76		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		77		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		78		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		79		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		80		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		81		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		82		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		83		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		84		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		85		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		86		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		87		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		88		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		89		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		90		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		91		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		92		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		93		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		94		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		95		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		96		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		97		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		98		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		99		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		100		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		101		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		102		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		103		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		104		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		105		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		106		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		107		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		108		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		109		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		110		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		111		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		112		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		113		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		114		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		115		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		116		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		117		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		118		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		119		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		120		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		121		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		122		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		123		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		124		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		125		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		126		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		127		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		128		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		129		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		130		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		131		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		132		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		133		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		134		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		135		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		136		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		137		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		138		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		139		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		140		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		141		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		142		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		143		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		144		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		145		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		146		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		147		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		148		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		149		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		150		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		151		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		152		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		153		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		154		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		155		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		156		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		157		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		158		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		159		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		160		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		161		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		162		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		163		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		164		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		165		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		166		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		167		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		168		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		169		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		170		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		171		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		172		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		173		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		174		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		175		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		176		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		177		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		178		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		179		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		180		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		181		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		182		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		183		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		184		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		185		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		186		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		187		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		188		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		189		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		190		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		191		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		192		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		193		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		194		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		195		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		196		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		197		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		198		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		199		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470
		200		MARCEAUX-CHAMPAIGNET	A	470

		41	BOHNET-SAMT-PREEST	E	983
		42	BOHNET-SAMT-PREEST	E	984
		43	BOHNET-SAMT-PREEST	E	985
		44	BOHNET-SAMT-PREEST	E	986
017 CHA 17	0.70	45	BOHNET-SAMT-PREEST	E	987
		46	BOHNET-SAMT-PREEST	E	988
019 CHA 19	1.42	47	BOHNET-SAMT-PREEST	A	989
		48	BOHNET-SAMT-PREEST	A	990
		49	BOHNET-SAMT-PREEST	A	991
019 CHA 19	1.50	50	BOHNET-SAMT-PREEST	E	992
		51	BOHNET-SAMT-PREEST	E	993
020 CHA 20	0.10	52	BOHNET-SAMT-PREEST	D	994
		53	BOHNET-SAMT-PREEST	D	995
		54	BOHNET-SAMT-PREEST	D	996
		55	BOHNET-SAMT-PREEST	D	997
		56	BOHNET-SAMT-PREEST	D	998
		57	BOHNET-SAMT-PREEST	D	999
021 CHA 21	0.80	58	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1000
		59	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1001
022 CHA 22	0.87	60	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1002
		61	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1003
		62	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1004
023 CHA 23	1.00	63	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1005
		64	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1006
		65	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1007
		66	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1008
		67	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1009
		68	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1010
		69	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1011
		70	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1012
		71	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1013
		72	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1014
		73	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1015
		74	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1016
		75	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1017
		76	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1018
		77	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1019
		78	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1020
		79	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1021
		80	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1022
		81	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1023
		82	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1024
		83	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1025
		84	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1026
		85	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1027
		86	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1028
		87	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1029
		88	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1030
		89	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1031
		90	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1032
		91	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1033
		92	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1034
		93	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1035
		94	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1036
		95	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1037
		96	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1038
		97	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1039
		98	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1040
		99	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1041
		100	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1042
024 CHA 24	1.21	101	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1043
		102	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1044
		103	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1045
		104	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1046
025 CHA 25	1.02	105	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1047
026 CHA 26	1.91	106	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1048
		107	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1049
		108	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1050
		109	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1051
		110	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1052
027 CHA 27	0.70	111	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1053
		112	BOHNET-SAMT-PREEST	E	1054
028 CHA 28	0.5	113	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1055
		114	BOHNET-SAMT-PREEST	C	1056
029 CHA 29	0.67	115	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1057
		116	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1058
		117	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1059
		118	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1060
		119	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1061
		120	BOHNET-SAMT-PREEST	D	1062

[illegible]

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 6, rue de Bretagne, Entrée 1B, F-38290 SAINT QUENTIN FALLAVIER
Tél. 04 74 99 05 33 Fax. 04 74 99 04 97

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Raison Sociale : GAEC DES RONZIÈRES Périmètre : PERIMETRE D'EPANDAGE DES BOUES

Code Siren : 4200443

Commune du siège de l'exploitation : SAINT-ANDRÉ-LE-PUY

	Surface		Références cadastrales		
	totale (ha)	Dept. Constitu	Section	Numéro	
001 RON 01	3.10	42 LYÔPITAL-LE-GRAND	OA	122	
002 RON 02	3.01	42 CRAINTILLEUX	OC	106	
		42 CRAINTILLEUX	OC	103	
		42 CRAINTILLEUX	OC	100	
		43 CRAINTILLEUX	OC	90	
		42 CRAINTILLEUX	OC	101	
		42 CRAINTILLEUX	OC	105	
003 RON 03	4.16	42 CRAINTILLEUX	OC	172	
		42 CRAINTILLEUX	OC	177	
004 RON 04	1.40	42 CRAINTILLEUX	OC	172	
006 RON 05	3.69	42 CRAINTILLEUX	OA	1220	
		43 CRAINTILLEUX	OA	94	
		42 CRAINTILLEUX	OA	1218	
006 RON 06	3.66	42 UNAS	OA	38	
		42 UNAS	OA	38	
007 RON 07	0.01	42 LYÔPITAL-LE-GRAND	ZC	37	
		42 LYÔPITAL-LE-GRAND	ZC	40	
		42 LYÔPITAL-LE-GRAND	ZC	35 b	
		42 LYÔPITAL-LE-GRAND	ZC	35 a	
008 RON 08	1.10	42 LYÔPITAL-LE-GRAND	ZC	27	
TOT		27.23			

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 8, rue de Bretagne, Entrée 1B, F-38294 SAINT QUENTIN FALLAVIER
 Tél. 04 78 29 25 33 Fax 04 74 86 84 97

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Régime Foncier : MORIN ROGER Périmètre : PERIMETRE D'ETENDUES DES BOULES
 Date cadastre : 200909

Commune du siège de l'exploitation : MARGÈRE-CHANTAGNET

Parcelle	Surface (a)	Cote	Références cadastrales		
			Commune	Section	Numéro
001 MOR 1	1.06	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	837
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	838
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	839
002 MOR 2	7.31	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	7
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	8
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	9
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	1
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	20
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	22
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	1
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	104
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	20
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	20
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	3
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	8
004 MOR 4	0.32	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	32
005 MOR 5	0.54	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	52
006 MOR 6	1.19	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	448
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	449
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	452
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	453
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	453
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	454
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	455
008 MOR 8	2.84	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	767
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	804
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	768
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	805
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	803
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	804
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	769
009 MOR 9	2.34	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	765
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	771
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	770
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	463
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	467
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	766
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	462
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	772
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	469
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	770
010 MOR 10	0.78	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	442
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	0A	1285
011 MOR 11	1.08	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	30
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	31
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	30
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	30
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	30
012 MOR 12	2.4	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	94
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	95
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	96
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	97
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	98
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	99
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	99
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	99
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	99
013 MOR 13	3.21	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	347
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	330
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	334
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	331
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	340
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	339
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	353
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	349
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	354
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	332
014 MOR 14	0.7	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	382
015 MOR 15	1.20	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	394
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	393
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	387
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	343
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	378
016 MOR 16	2	42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	379
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	375
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	373
		42	MARGÈRE-CHANTAGNET	08	370

		43	MARQUE CHANTAGRET	OC	862
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	227
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	278
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	210
077 MAR 17	2.30	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	138
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	437
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	1088
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	138
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	106
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	288
079 MAR 18	2.91	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	183
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	187
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	988
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	988
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	988
081 MAR 19	1.86	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	418
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	418
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	878
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	882
083 MAR 21	3.77	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	481
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	482
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	482
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	429
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	488
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	885
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	434
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	488
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	887
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	888
085 MAR 23	2.4	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	882
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	982
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	988
087 MAR 24	8.88	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	787
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	788
089 MAR 25	8.17	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	1341
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	1341
091 MAR 26	1.13	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	782
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	885
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	728
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	728
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	728
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	743
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	238
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	238
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	238
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
093 MAR 28	1.08	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	713
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	1871
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	714
095 MAR 29	1.33	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
097 MAR 30	1.13	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	8
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	827
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	828
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	828
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	828
099 MAR 31	9.88	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	238
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	237
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	238
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	238
101 MAR 32	8.88	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	178
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	178
103 MAR 34	2.39	42	MARQUE CHANTAGRET	OC	823
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	728
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	448
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	442
		42	MARQUE CHANTAGRET	OC	448
105 MAR 36	1.86	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	878
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	871
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	872
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	871
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
107 MAR 38	1.13	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	882
109 MAR 40	0.72	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	822
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
111 MAR 42	0.88	42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
		42	MARQUE CHANTAGRET	DA	888
TOTAL DE L'EMPLACEMENT		8887			

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 6, rue de Bretagne, Entrée 18, F-38290 SAINT QUENTIN FALLAVIER
Tel : 04 74 99 05 33 Fax : 04 74 99 04 97

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Raison Sociale : RICHARD JEAN-LUC Périmètre : PERIMETRE D'EPANDAGE DES BOUES

Cote Suivre : 4209432

Commune du siège de l'exploitation : CHAMBÉON

Parcelle	Surface totale (ha)	Références cadastrales			
		Dept.	Commune	Section	Numéro
001 RIC 01	0,1	42	CHAMBÉON	ZO	59
		42	CHAMBÉON	ZO	57
002 RIC 02	3,67	42	CHAMBÉON	ZO	61 b
003 RIC 03	7,58	42	CHAMBÉON	ZO	61 d
004 RIC 04	2,98	42	CHAMBÉON	ZO	61 d
005 RIC 05	4,13	42	PONCINS	OC	257
006 RIC 06	11,96	42	PONCINS	OC	281
		42	PONCINS	OC	1317
		42	PONCINS	OC	357
		42	PONCINS	OC	358
		42	PONCINS	OC	282
007 RIC 07	0,7	42	PONCINS	OC	380
		42	PONCINS	OC	361
		42	PONCINS	OC	1313
008 RIC 08	0,78	42	PONCINS	OC	1311
		42	PONCINS	ZA	19
009 RIC 09	1,1	42	PONCINS	OC	347
		42	PONCINS	OC	350
		42	PONCINS	OC	349
		42	PONCINS	OC	348
010 RIC 10	0,81	42	CHAMBÉON	ZO	35
		42	CHAMBÉON	ZO	65 b
		42	CHAMBÉON	ZO	34
011 RIC 11	0,92	42	CHAMBÉON	ZO	67
		42	CHAMBÉON	ZO	69
		42	CHAMBÉON	ZO	63 a
012 RIC 12	2,23	42	PONCINS	OC	632
		42	PONCINS	OC	633
		42	PONCINS	OC	634
013 RIC 13	0,72	42	PONCINS	ZA	13
014 RIC 14	3,72	42	PONCINS	OC	985
		42	PONCINS	OC	1296
		42	PONCINS	OC	327
015 RIC 15	0,47	42	PONCINS	AC	118
TOTAL DE L'EXPLOITATION		73,67			

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 8, rue de Bretagne, Entrée 1B, F-38290 SAINT QUENTIN FALLAVIER
Tel : 04 74 89 05 33 Fax : 04 74 89 04 87

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Raison Sociale : RICHARD PAUL PÉRIMÈTRE : PÉRIMÈTRE D'ÉPANDAGE DES BOUES

Cada SIREN : 4200453

Commune du siège de l'exploitation : UNIAS

	Surface totale (ha)	Surface			Références cadastrales	
		Dept.	Commune		Section	Numéro
001 RFP 01	1,89	42	UNIAS	AJ		48
		42	UNIAS	AJ		45
002 RFP 02	6,2	42	UNIAS	ZB		18
		42	UNIAS	ZB		17
004 RFP 04	1,22	42	UNIAS	OA		42
003 RFP 03	2,9	42	UNIAS	OA		573
		42	UNIAS	OA		391
		42	UNIAS	OA		619
		42	UNIAS	OA		605
		42	UNIAS	OA		603
009 RFP 09	4,84	42	UNIAS	OA		587
		42	UNIAS	OA		587
		42	UNIAS	OA		589
		42	UNIAS	A		570
		42	UNIAS	OA		813
		42	UNIAS	OA		580
012 RFP 12	13,68	42	UNIAS	ZA		51
		42	UNIAS	ZA		8
		42	UNIAS	ZA		7
014 RFP 14	4,98	42	UNIAS	AB		17
		42	UNIAS	AB		3
019 RFP 19	3,82	42	UNIAS	ZB		31
		42	UNIAS	ZB		32
021 RFP 21	2,58	42	UNIAS	AC		34
022 RFP 22	3,21	42	UNIAS	A		636
023 RFP 23	3,65	42	UNIAS	A		301
		42	UNIAS	A		311
024 RFP 24	4,94	42	UNIAS	A		104
		42	UNIAS	A		105
		42	UNIAS	A		102
		42	UNIAS	A		103
025 RFP 25	9,5	42	UNIAS	A		107
		42	UNIAS	A		108
		42	UNIAS	A		105
026 RFP 26	8,99	42	UNIAS	A		46
TOTAL			65,88			

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 8, rue de Breteigne, Entrée 1B, F-38290 SAINT QUENTIN FALLAVIEF
Tél : 04 74 99 05 33 Fax : 04 74 99 04 97

RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR EXPLOITATION

Raison Sociale : SCEA AJME GAUVIN Périmètre : PERIMETRE D'EPANDAGE DES BOUES

Code Siret : 4200520

Commune du siège de l'exploitation : SAVIGNEUX

Parcelle	Surface		Références cadastrales		
	totale (ha)	Dept.	Commune	Section	Numéro
001 GAU 01	3,34	42	SAVIGNEUX	D	499
002 GAU 02	3,02	42	MORNAND-EN-FOREZ	D	505
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	384
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	383
003 GAU 03	4,19	42	MORNAND-EN-FOREZ	D	377
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	495
005 GAU 05	1,70	42	MORNAND-EN-FOREZ	D	407
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	408
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	404
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	406
007 GAU 07	10,57	42	SAINT-PAUL-DUZORE	A	240
008 GAU 08	17,74	42	SAINT-PAUL-DUZORE	A	311
010 GAU 10	4,69	42	SAVIGNEUX	E	120
		42	SAVIGNEUX	E	125
		42	SAVIGNEUX	E	124
		42	SAVIGNEUX	E	121
011 GAU 11	4,04	42	SAVIGNEUX	E	105-106-10
		42	SAVIGNEUX	E	294
		42	SAVIGNEUX	E	103
		42	SAVIGNEUX	E	295
		42	SAVIGNEUX	E	105
012 GAU 12	10,44	42	SAVIGNEUX	E	113
		42	SAVIGNEUX	E	270
		42	SAVIGNEUX	E	274
		42	SAVIGNEUX	E	276
		42	SAVIGNEUX	E	111
014 GAU 14	0,87	42	SAVIGNEUX	F	186
015 GAU 15	0,56	42	SAVIGNEUX	F	3
017 GAU 17	0,97	42	MORNAND-EN-FOREZ	D	401
		42	SAVIGNEUX	F	8
		42	SAVIGNEUX	F	15
018 GAU 18	5,93	42	SAVIGNEUX	F	75
		42	SAVIGNEUX	F	78
019 GAU 19	0,74	42	SAVIGNEUX	F	460
020 GAU 20	7,39	42	MORNAND-EN-FOREZ	D	413
		42	MORNAND-EN-FOREZ	D	411
021 GAU 21	0,47	42	SAVIGNEUX	F	331
TOTAL DE L'EXPLOITATION	104,68				

